

Ce que j'attends de 2012 : les Européens et l'Europe méritent plus de respect

Europeinfos, Sylvie Goulard, 25 janvier 2012

Sylvie Goulard, est députée européenne (ADLE-France), membre de la Commission « Affaires économiques et monétaires » au Parlement européen.

La « crise » fait rage. Nul ne sait plus ce que le mot veut dire tant il a été galvaudé. Mais la réalité est là : chômage, faillites d'entreprises, Etats en difficulté. Les gouvernements nationaux parent au plus pressé dans une certaine confusion car la crise aiguise aussi la compétition entre les Nations et la rivalité entre les « chefs ». Lors du Conseil européen du 9 décembre, les Britanniques ont renoncé à participer à un nouveau traité que l'Allemagne et la France réclamaient avec quelques bonnes raisons et beaucoup d'autoritarisme. La Commission européenne a assisté, impuissante, à ce démontage. Elle ne propose pas grand-chose, en parallèle aux initiatives des grands Etats, pour soutenir la croissance. Dans ce contexte, il y a de quoi être découragé. Peut-on attendre une amélioration en 2012 ?

Après des décennies d'aveuglement et de facilité, la seule voie pour sortir de la crise est escarpée. La classe politique doit la vérité aux citoyens. Mais, ne serait-ce que pour atteindre l'objectif, mieux vaudrait accompagner l'effort d'un plus grand respect.

Respect pour les plus faibles. Dans nos sociétés, les inégalités se creusent dangereusement, comme l'OCDE vient encore de le rappeler. Une gestion plus rigoureuse des finances publiques ? Oui. Mais pas au détriment de ceux qui, au chômage ou travailleurs pauvres, n'arrivent plus à joindre les deux bouts. Les efforts des plus aisés ne doivent pas être seulement symboliques. C'est une question de morale mais aussi de mobilisation de toutes nos ressources.

Respect pour les institutions européennes patiemment bâties depuis 1950. Dans leur course contre la montre face aux marchés, dans leur petit jeu électoraliste du « qui sera le meilleur capitaine dans la tempête », nos dirigeants vont trop loin. Leurs erreurs, depuis 2009, ne leur donnent aucun droit à tout régenter. On ne dira jamais assez, par exemple, le caractère funeste du pacte franco-allemand conclu à Deauville en octobre 2010, sur le dos des autres partenaires européens, contre la volonté du Président du Conseil européen, Van Rompuy, et contre l'avis de la Banque centrale européenne. Ce brillant accord a précipité la crise au point qu'Angela Merkel et Nicolas Sarkozy l'ont défait le 5 décembre 2011 ! Mais il avait produit bien des dégâts.

L'euro est le couronnement de l'Europe communautaire. Son avenir dépend de la crédibilité de l'Europe communautaire, c'est à dire d'une Communauté de destin défendant des valeurs et reposant sur des institutions, ne sacrifiant pas la démocratie à l'efficacité. L'Europe sans Parlement européen, l'Europe sans débat, sans contrôle, où les gouvernants nationaux décident à huis clos, ce n'est pas l'Europe. Quel

manque de respect pour un échelon dont on prétend par ailleurs, à la face du monde, défendre la raison d'être !

Respect pour la réalité économique. Les « marchés » ont certes abusé. Les innovations technologiques des dernières années, combinées à une absence coupable de régulation et de supervision ont donné au secteur financier des pouvoirs démesurés. Des gouvernements ont aussi commis de graves fautes dans la gestion de leurs finances publiques ou en s'adonnant à une croissance non durable, fondée sur des bulles immobilières et de l'endettement privé. Mais l'économie n'est pas la morale. A trop accabler « les Grecs » en général, on a découragé aussi ceux qui voudraient voir leur pays évoluer. A trop vouloir châtier « les marchés », on a fait fuir non seulement les fonds d'investissement gloutons et les spéculateurs mais aussi les compagnies d'assurance ou les banques de dépôt européennes qui gèrent par exemple l'assurance vie de Monsieur tout le monde.

Cette crise est multiforme. Il n'y a pas de solution facile. Mais le pire obstacle tient peut-être à la prétention de quelques dirigeants nationaux à tout contrôler sans voir les inégalités qui frappent les Européens, sans reconnaître leurs propres erreurs ni la valeur de la démocratie. Bafouer le peuple et les institutions est une erreur stratégique. Les Européens et l'Europe méritent plus de respect.